



**Convention-cadre sur les
changements climatiques**

Distr. générale
12 août 2011
Français
Original: anglais

Organe subsidiaire de mise en œuvre

**Rapport de la trente-quatrième session de l'organe
subsidiaire de mise en œuvre tenue à Bonn
du 6 au 17 juin 2011**

Additif

**Projets de décision soumis à la Conférence des Parties
et à la Conférence des Parties agissant comme réunion
des Parties au Protocole de Kyoto pour adoption**

Sommaire

	<i>Page</i>
Projet de décision -/CP.17. Budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013	2
Projet de décision -/CMP.7. Budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013.....	14

Projet de décision -/CP.17

Budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013

La Conférence des Parties,

Rappelant le paragraphe 4 des procédures financières de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques¹,

Ayant examiné le projet de budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 présenté par la Secrétaire exécutive²,

Pleinement consciente du fait que le ralentissement économique et les récentes catastrophes limitent la capacité des Parties de faire face à des augmentations substantielles du budget,

Soulignant qu'il est indispensable d'appliquer de façon efficace et rationnelle les accords de Cancún et de maintenir une stricte croissance zéro du budget des autres activités,

1. *Prend note* du projet de budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013, d'un montant de 51 361 355 euros³;

2. *Tient compte* de l'initiative prise par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de s'appuyer sur des gains d'efficacité en vue de parvenir à une réduction d'au moins 3 % du montant de l'esquisse budgétaire pour 2012-2013 concernant le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies;

3. *Souligne* que la Secrétaire exécutive est résolue à engager un effort analogue au titre du budget de l'exercice biennal 2012-2013;

4. *Convient* de faire apparaître dans le budget-programme pour 2012-2013 un dividende exceptionnel d'efficacité de 1 322 652 euros pour les dépenses au titre des programmes;

5. *Prie* la Secrétaire exécutive de rendre compte des gains d'efficacité dynamiques obtenus d'ici à la fin de 2012 et de suivre et présenter les gains d'efficacité opérés durant l'exercice biennal 2012-2013;

6. *Approuve* le budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 d'un montant de 48 511 181 euros aux fins précisées dans le tableau 1 ci-après;

7. *Note avec satisfaction* la contribution annuelle du gouvernement du pays hôte, d'un montant de 766 938 euros, venant en déduction des dépenses prévues;

8. *Approuve* un prélèvement de 2 millions d'euros sur les soldes ou contributions inutilisés (reports) d'exercices financiers antérieurs afin de couvrir une partie du budget de l'exercice biennal 2012-2013;

9. *Approuve également* le tableau des effectifs (tableau 2) pour le budget-programme;

10. *Note* que le budget-programme contient des éléments concernant à la fois la Convention et le Protocole de Kyoto;

¹ Décision 15/CP.1, annexe I.

² FCCC/SBI/2011/2 et Add.1 à 3.

³ FCCC/SBI/2011/2, tableau 4.

11. *Adopte* le barème indicatif des contributions pour 2012 et 2013 qui figure dans l'annexe à la présente décision et couvre 68 % du montant indicatif des contributions consigné au tableau 1;
12. *Invite* la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à approuver à sa septième session les éléments du budget recommandé qui s'appliquent au Protocole de Kyoto;
13. *Invite également* l'Assemblée générale des Nations Unies à se prononcer, à sa soixante-sixième session, sur la question du financement des services de conférence au titre du budget ordinaire de l'ONU;
14. *Approuve* un budget conditionnel pour les services de conférence, d'un montant de 10 852 400 euros, qui viendra s'ajouter au budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 au cas où l'Assemblée générale des Nations Unies déciderait de ne pas prévoir de ressources pour ces activités dans le budget ordinaire de l'ONU (tableau 3);
15. *Prie* la Secrétaire exécutive de faire rapport à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre sur l'application du paragraphe 14 ci-dessus, si nécessaire;
16. *Autorise* la Secrétaire exécutive à opérer des transferts entre les principales lignes de crédit figurant dans le tableau 1 ci-après, étant entendu que le total des sommes transférées ne devra pas dépasser 15 % du montant estimatif total des dépenses imputées sur ces lignes de crédit et que, pour chacune de ces lignes de crédit, la réduction ne devra pas être supérieure à 25 %;
17. *Décide* de maintenir la réserve de trésorerie à un niveau correspondant à 8,3 % du montant estimatif des dépenses;
18. *Invite* toutes les Parties à la Convention à noter que les contributions au budget de base sont dues le 1^{er} janvier de chaque année, conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 8 des procédures financières, et à verser rapidement et intégralement, pour chacune des années 2012 et 2013, les contributions requises pour financer les dépenses approuvées au titre du paragraphe 6 ci-dessus ainsi que toutes les contributions qui pourraient être nécessaires pour financer les dépenses découlant des décisions visées ci-dessus au paragraphe 14;
19. *Autorise* la Secrétaire exécutive à mettre en œuvre les décisions adoptées par la Conférence des Parties à sa dix-septième session pour lesquelles aucun crédit n'a été alloué dans le budget approuvé, en recourant aux contributions volontaires et aux ressources disponibles dans le budget de base;
20. *Demande instamment* aux Parties de verser des contributions volontaires selon les besoins pour permettre la mise en œuvre sans délai des décisions visées ci-dessus au paragraphe 19;
21. *Prend note* du montant estimatif des ressources nécessaires au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention indiqué par la Secrétaire exécutive (tableau 4) et invite les Parties à verser des contributions à ce fonds;
22. *Prend note également* du montant estimatif des ressources nécessaires au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires indiqué par la Secrétaire exécutive (33 020 024 euros pour l'exercice biennal 2012-2013) (tableau 5) et invite les Parties à verser des contributions à ce fonds;
23. *Prie* la Secrétaire exécutive de lui faire rapport, à sa dix-huitième session, sur les recettes et l'exécution du budget et de proposer tout ajustement qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013.

Tableau 1
Projet de budget de base pour 2012-2013, par programme

	2012 (euros)	2013 (euros)	Total (euros)
A. Crédits demandés, par programme			
Direction exécutive et gestion	2 185 987	2 185 987	4 371 974
Atténuation, données et analyse	5 144 506	5 048 758	10 193 264
Financement, technologie et renforcement des capacités	2 867 510	2 780 884	5 648 394
Adaptation	1 894 567	1 978 977	3 873 544
Mécanismes pour un développement durable	560 159	560 159	1 120 318
Affaires juridiques	1 355 314	1 355 314	2 710 628
Affaires de la Conférence	1 643 216	1 643 216	3 286 432
Communications et gestion des connaissances	1 707 432	1 707 432	3 414 864
Services informatiques	3 122 445	3 106 645	6 229 090
Services administratifs ^a	-	-	-
B. Dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat ^b	1 691 236	1 548 666	3 239 902
Dépenses au titre des programmes (A + B)	22 172 372	21 916 038	44 088 410
Moins: Dividende exceptionnel d'efficacité	665 171	657 481	1 322 652
C. Dépenses révisées au titre des programmes	21 507 201	21 258 557	42 765 758
D. Dépenses d'appui aux programmes (frais généraux) ^c	2 795 936	2 763 612	5 559 548
E. Ajustement de la réserve de trésorerie ^d	185 875	-	185 875
Total (C + D + E)	24 489 012	24 022 169	48 511 181
<i>Recettes</i>			
Contribution du gouvernement du pays hôte	766 938	766 938	1 533 876
Soldes ou contributions inutilisés d'exercices financiers antérieurs (report)	1 000 000	1 000 000	2 000 000
Montant indicatif des contributions	22 722 074	22 255 231	44 977 305
Total des recettes	24 489 012	24 022 169	48 511 181

^a Les services administratifs (SA) sont financés par les fonds pour frais généraux.

^b Les dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat sont gérées par SA.

^c Prélèvement uniforme de 13 % appliqué au titre de l'appui administratif. Voir le chapitre XI du document FCCC/SBI/2011/2.

^d Conformément aux procédures financières (décision 15/CP.1), le budget de base doit prévoir une réserve de trésorerie de l'ordre de 8,3 % (un mois de frais de fonctionnement). Le montant total de la réserve de trésorerie sera porté à 2 017 160 euros en 2012 et maintenu à ce niveau en 2013.

Tableau 2
Effectifs nécessaires à l'échelle du secrétariat au titre du budget de base

	2011	2012	2013
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur^a			
SSG	1	1	1
D-2	3	3	3
D-1	5	7	7
P-5	12	15	15
P-4	29	30	30
P-3	29	36	37
P-2	12	13	13
Total partiel, administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	91	105	106
Total partiel, agents des services généraux	49,5	51,5	51,5
Total	140,5	156,5	157,5

^a Sous-Secrétaire général (SSG); directeur (D) et administrateur (P).

Tableau 3
Ressources nécessaires au titre du budget conditionnel pour les services de conférence

Objet de dépense	2012	2013	2012-2013
	(euros)	(euros)	(euros)
Interprétation ^a	917 500	945 100	1 862 600
Documentation ^b			
Traduction	2 664 900	2 744 800	5 409 700
Reproduction et distribution	771 000	794 200	1 565 200
Appui au service des séances ^c	186 300	191 900	378 200
Total partiel	4 539 700	4 676 000	9 215 700
Dépenses d'appui aux programmes	590 200	607 900	1 198 100
Provisionnement de la réserve de trésorerie	425 800	12 800	438 600
Total	5 555 700	5 296 700	10 852 400

Note: Pour établir le budget conditionnel des services de conférence:

- On est parti du principe qu'il ne devrait pas y avoir plus de 40 séances avec interprétation par session;
- Le volume de la documentation est fondé sur des calculs de l'Office des Nations Unies à Genève;
- On a considéré que l'appui au service des séances comprenait le personnel normalement fourni par les services de conférence de l'ONUG pour la coordination et le soutien des services d'interprétation, de traduction et de reproduction pendant les sessions;
- On a fait des estimations globales prudentes, reposant sur l'hypothèse que les besoins n'augmenteraient pas sensiblement pendant l'exercice biennal.

^a Traitements, frais de voyage et indemnité journalière de subsistance des interprètes.

^b Totalité des coûts afférents au traitement de la documentation avant, pendant et après les sessions; le coût de la traduction comprend la révision et la dactylographie des documents.

^c Traitements, frais de voyage et indemnité journalière de subsistance du personnel d'appui au service des séances, et frais d'expédition et de télécommunications.

Tableau 4

Ressources nécessaires au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention pendant l'exercice biennal 2012-2013

<i>Nombre de représentants</i>	<i>Coût estimatif (euros)</i>
Appui destiné à permettre à un représentant de chaque Partie pouvant prétendre à cette forme d'aide de participer aux sessions organisées	860 000
Appui destiné à permettre à un représentant de chaque Partie pouvant prétendre à cette forme d'aide et à un deuxième représentant de chacun des pays comptant parmi les moins avancés et de chaque petit État insulaire en développement de participer aux sessions organisées	1 333 000
Appui destiné à permettre à deux représentants de chaque Partie pouvant prétendre à cette forme d'aide de participer aux sessions organisées	1 721 000

Tableau 5

Ressources nécessaires au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires pendant l'exercice biennal 2012-2013

<i>Activités que le secrétariat devra entreprendre</i>	<i>Euros</i>
<i>Convention</i>	
Appui à l'action renforcée pour l'atténuation de la part des pays en développement	357 600
Appui à la communication, par les pays en développement, d'informations sur l'application de la Convention et à l'examen de ces informations	1 132 240
Appui au programme de travail visant à élaborer des modalités et des lignes directrices pour l'amélioration des informations communiquées par les Parties visées à l'annexe I conformément au paragraphe 46 de la décision 1/CP.16	1 708 800
Appui à la mise en place du Mécanisme technologique	2 750 820
Appui au Comité permanent	945 320
Appui à la mise en œuvre du Cadre de l'adaptation de Cancún	2 916 420
Appui aux pays les moins avancés et au Groupe d'experts des pays les moins avancés	1 411 630
Appui à l'exécution du programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements	1 205 580
Appui à la mise en œuvre des dispositions relatives à l'adaptation dans le contexte du bilan de l'application de la décision 1/CP.10	35 000
Appui aux activités relatives à la science des changements climatiques ainsi qu'à la recherche et à l'observation systématique dans ce domaine	291 870
Appui à l'examen périodique du caractère adéquat de l'objectif global à long terme visé au paragraphe 4 de la décision 1/CP.16	454 240
Total partiel	13 209 520

<i>Activités que le secrétariat devra entreprendre</i>	<i>Euros</i>
<i>Protocole de Kyoto</i>	
Gestion du système de base de données pour la compilation annuelle des inventaires des émissions et des quantités attribuées et la comptabilisation correspondante au titre du Protocole de Kyoto	188 850
Organisation d'ateliers consacrés au processus et aux critères d'accréditation des entités nationales chargées de la mise en œuvre qui peuvent accéder directement aux ressources du Fonds pour l'adaptation	511 600
Appui aux opérations relatives à l'application conjointe	1 581 597
Appui au Comité de contrôle du respect des dispositions du Protocole de Kyoto	417 700
Total partiel	2 699 747
<i>Convention et Protocole de Kyoto</i>	
Reconfiguration et mise au point du logiciel de notification des émissions de gaz à effet de serre par toutes les Parties à la Convention	3 002 440
Moyens à mettre en œuvre pour faciliter l'exécution du programme de travail visant à réviser les «Directives pour l'établissement de rapports par les Parties visées à l'annexe I de la Convention, première partie: Directives FCCC pour la notification des inventaires annuels» et l'utilisation des <i>Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux des gaz à effet de serre</i>	174 800
Organisation de la formation des équipes d'examen composées d'experts et des réunions des examinateurs principaux	1 578 080
Appui aux activités relatives à l'impact de la mise en œuvre des mesures de riposte	837 000
Appui aux activités relatives à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie: réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts, renforcement des puits de carbone et rôle des puits dans l'action future en matière d'atténuation	1 474 880
Appui à l'application de l'article 6 de la Convention et de l'alinéa e de l'article 10 du Protocole de Kyoto: mise en réseau et échange d'informations et de bonnes pratiques	184 113
Appui au renforcement des capacités dans les pays en développement et les pays en transition	283 240
Programme de formation à l'intention des médias des pays en développement	550 000
Communications d'importance stratégique et relations avec les médias, y compris la communication avec les milieux d'affaires et le secteur de l'investissement	1 341 960
Amélioration des communications en ligne	1 091 040
Bibliothèque électronique et gestion des connaissances	2 049 440
Portail en espagnol sur le site Web de la Convention	255 000
Portail en français sur le site Web de la Convention	175 000
Portail en russe sur le site Web de la Convention	95 000
Programme de bourses d'études	220 000
Total partiel	13 311 993
Montant estimatif total des ressources nécessaires	29 221 260
Dépenses d'appui aux programmes (13 %)	3 798 764
Total général	33 020 024

Annexe

**Barème indicatif des contributions des Parties à la Convention
pour l'exercice biennal 2012-2013^a**

<i>Partie</i>	<i>Barème de l'ONU 2012</i>	<i>Barème ajusté pour la Convention 2012</i>	<i>Barème ajusté pour la Convention 2013</i>
Afghanistan	0,004	0,004	0,004
Afrique du Sud	0,385	0,375	0,375
Albanie	0,010	0,010	0,010
Algérie	0,128	0,125	0,125
Allemagne	8,018	7,817	7,817
Andorre	0,007	0,007	0,007
Angola	0,010	0,010	0,010
Antigua-et-Barbuda	0,002	0,002	0,002
Arabie saoudite	0,830	0,809	0,809
Argentine	0,287	0,280	0,280
Arménie	0,005	0,005	0,005
Australie	1,933	1,885	1,885
Autriche	0,851	0,830	0,830
Azerbaïdjan	0,015	0,015	0,015
Bahamas	0,018	0,018	0,018
Bahreïn	0,039	0,038	0,038
Bangladesh	0,010	0,010	0,010
Barbade	0,008	0,008	0,008
Bélarus	0,042	0,041	0,041
Belgique	1,075	1,048	1,048
Belize	0,001	0,001	0,001
Bénin	0,003	0,003	0,003
Bhoutan	0,001	0,001	0,001
Bolivie (État plurinational de)	0,007	0,007	0,007
Bosnie-Herzégovine	0,014	0,014	0,014
Botswana	0,018	0,018	0,018
Brésil	1,611	1,571	1,571
Brunéi Darussalam	0,028	0,027	0,027
Bulgarie	0,038	0,037	0,037
Burkina Faso	0,003	0,003	0,003
Burundi	0,001	0,001	0,001
Cambodge	0,003	0,003	0,003
Cameroun	0,011	0,011	0,011
Canada	3,207	3,127	3,127

<i>Partie</i>	<i>Barème de l'ONU 2012</i>	<i>Barème ajusté pour la Convention 2012</i>	<i>Barème ajusté pour la Convention 2013</i>
Cap-Vert	0,001	0,001	0,001
Chili	0,236	0,230	0,230
Chine	3,189	3,109	3,109
Chypre	0,046	0,045	0,045
Colombie	0,144	0,140	0,140
Comores	0,001	0,001	0,001
Congo	0,003	0,003	0,003
Costa Rica	0,034	0,033	0,033
Côte d'Ivoire	0,010	0,010	0,010
Croatie	0,097	0,095	0,095
Cuba	0,071	0,069	0,069
Danemark	0,736	0,718	0,718
Djibouti	0,001	0,001	0,001
Dominique	0,001	0,001	0,001
Égypte	0,094	0,092	0,092
El Salvador	0,019	0,019	0,019
Émirats arabes unis	0,391	0,381	0,381
Équateur	0,040	0,039	0,039
Érythrée	0,001	0,001	0,001
Espagne	3,177	3,097	3,097
Estonie	0,040	0,039	0,039
États-Unis d'Amérique	22,000	21,449	21,449
Éthiopie	0,008	0,008	0,008
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,007	0,007	0,007
Fédération de Russie	1,602	1,562	1,562
Fidji	0,004	0,004	0,004
Finlande	0,566	0,552	0,552
France	6,123	5,970	5,970
Gabon	0,014	0,014	0,014
Gambie	0,001	0,001	0,001
Géorgie	0,006	0,006	0,006
Ghana	0,006	0,006	0,006
Grèce	0,691	0,674	0,674
Grenade	0,001	0,001	0,001
Guatemala	0,028	0,027	0,027
Guinée	0,002	0,002	0,002
Guinée équatoriale	0,008	0,008	0,008
Guinée-Bissau	0,001	0,001	0,001
Guyana	0,001	0,001	0,001
Haïti	0,003	0,003	0,003

<i>Partie</i>	<i>Barème de l'ONU 2012</i>	<i>Barème ajusté pour la Convention 2012</i>	<i>Barème ajusté pour la Convention 2013</i>
Honduras	0,008	0,008	0,008
Hongrie	0,291	0,284	0,284
Îles Cook	0,001	0,001	0,001
Îles Marshall	0,001	0,001	0,001
Îles Salomon	0,001	0,001	0,001
Inde	0,534	0,521	0,521
Indonésie	0,238	0,232	0,232
Iran (République islamique d')	0,233	0,227	0,227
Iraq	0,020	0,019	0,019
Irlande	0,498	0,486	0,486
Islande	0,042	0,041	0,041
Israël	0,384	0,374	0,374
Italie	4,999	4,874	4,874
Jamahiriya arabe libyenne	0,129	0,126	0,126
Jamaïque	0,014	0,014	0,014
Japon	12,530	12,216	12,216
Jordanie	0,014	0,014	0,014
Kazakhstan	0,076	0,074	0,074
Kenya	0,012	0,012	0,012
Kirghizistan	0,001	0,001	0,001
Kiribati	0,001	0,001	0,001
Koweït	0,263	0,256	0,256
Lesotho	0,001	0,001	0,001
Lettonie	0,038	0,037	0,037
Liban	0,033	0,032	0,032
Libéria	0,001	0,001	0,001
Liechtenstein	0,009	0,009	0,009
Lituanie	0,065	0,063	0,063
Luxembourg	0,090	0,088	0,088
Madagascar	0,003	0,003	0,003
Malaisie	0,253	0,247	0,247
Malawi	0,001	0,001	0,001
Maldives	0,001	0,001	0,001
Mali	0,003	0,003	0,003
Malte	0,017	0,017	0,017
Maroc	0,058	0,057	0,057
Maurice	0,011	0,011	0,011
Mauritanie	0,001	0,001	0,001
Mexique	2,356	2,297	2,297
Micronésie (États fédérés de)	0,001	0,001	0,001

<i>Partie</i>	<i>Barème de l'ONU 2012</i>	<i>Barème ajusté pour la Convention 2012</i>	<i>Barème ajusté pour la Convention 2013</i>
Monaco	0,003	0,003	0,003
Mongolie	0,002	0,002	0,002
Monténégro	0,004	0,004	0,004
Mozambique	0,003	0,003	0,003
Myanmar	0,006	0,006	0,006
Namibie	0,008	0,008	0,008
Nauru	0,001	0,001	0,001
Népal	0,006	0,006	0,006
Nicaragua	0,003	0,003	0,003
Niger	0,002	0,002	0,002
Nigéria	0,078	0,076	0,076
Nioué	0,001	0,001	0,001
Norvège	0,871	0,849	0,849
Nouvelle-Zélande	0,273	0,266	0,266
Oman	0,086	0,084	0,084
Ouganda	0,006	0,006	0,006
Ouzbékistan	0,010	0,010	0,010
Pakistan	0,082	0,080	0,080
Palaos	0,001	0,001	0,001
Panama	0,022	0,021	0,021
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,002	0,002	0,002
Paraguay	0,007	0,007	0,007
Pays-Bas	1,855	1,809	1,809
Pérou	0,090	0,088	0,088
Philippines	0,090	0,088	0,088
Pologne	0,828	0,807	0,807
Portugal	0,511	0,498	0,498
Qatar	0,135	0,132	0,132
République arabe syrienne	0,025	0,024	0,024
République centrafricaine	0,001	0,001	0,001
République de Corée	2,260	2,203	2,203
République de Moldova	0,002	0,002	0,002
République démocratique du Congo	0,003	0,003	0,003
République démocratique populaire lao	0,001	0,001	0,001
République dominicaine	0,042	0,041	0,041
République populaire démocratique de Corée	0,007	0,007	0,007
République tchèque	0,349	0,340	0,340
République-Unie de Tanzanie	0,008	0,008	0,008
Roumanie	0,177	0,173	0,173

<i>Partie</i>	<i>Barème de l'ONU 2012</i>	<i>Barème ajusté pour la Convention 2012</i>	<i>Barème ajusté pour la Convention 2013</i>
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	6,604	6,439	6,439
Rwanda	0,001	0,001	0,001
Sainte-Lucie	0,001	0,001	0,001
Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	0,001	0,001
Saint-Marin	0,003	0,003	0,003
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	0,001	0,001
Samoa	0,001	0,001	0,001
Sao Tomé-et-Principe	0,001	0,001	0,001
Sénégal	0,006	0,006	0,006
Serbie	0,037	0,036	0,036
Seychelles	0,002	0,002	0,002
Sierra Leone	0,001	0,001	0,001
Singapour	0,335	0,327	0,327
Slovaquie	0,142	0,138	0,138
Slovénie	0,103	0,100	0,100
Somalie	0,001	0,001	0,001
Soudan	0,010	0,010	0,010
Sri Lanka	0,019	0,019	0,019
Suède	1,064	1,037	1,037
Suisse	1,130	1,102	1,102
Suriname	0,003	0,003	0,003
Swaziland	0,003	0,003	0,003
Tadjikistan	0,002	0,002	0,002
Tchad	0,002	0,002	0,002
Thaïlande	0,209	0,204	0,204
Timor-Leste	0,001	0,001	0,001
Togo	0,001	0,001	0,001
Tonga	0,001	0,001	0,001
Trinité-et-Tobago	0,044	0,043	0,043
Tunisie	0,030	0,029	0,029
Turkménistan	0,026	0,025	0,025
Turquie	0,617	0,602	0,602
Tuvalu	0,001	0,001	0,001
Ukraine	0,087	0,085	0,085
Union européenne	2,500	2,500	2,500
Uruguay	0,027	0,026	0,026
Vanuatu	0,001	0,001	0,001
Venezuela (République bolivarienne du)	0,314	0,306	0,306

<i>Partie</i>	<i>Barème de l'ONU 2012</i>	<i>Barème ajusté pour la Convention 2012</i>	<i>Barème ajusté pour la Convention 2013</i>
Viet Nam	0,033	0,032	0,032
Yémen	0,010	0,010	0,010
Zambie	0,004	0,004	0,004
Zimbabwe	0,003	0,003	0,003
Total	102,502	100,000	100,000

^a Le barème pourrait être modifié après un examen par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2012.

Projet de décision -/CMP.7

Budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013

La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto,

Rappelant le paragraphe 5 de l'article 13 du Protocole de Kyoto,

Rappelant également la décision 9/CMP.6 sur la méthode de recouvrement des droits d'utilisation du relevé international des transactions durant l'exercice biennal 2012-2013,

Prenant note de la décision -/CP.17, en particulier de ses paragraphes 5 et 6,

Ayant examiné le projet de budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 présenté par la Secrétaire exécutive⁴,

1. *Fait sienne* la décision -/CP.17 relative au budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 adoptée par la Conférence des Parties à sa dix-septième session, en ce qu'elle s'applique au Protocole de Kyoto;

2. *Adopte* le barème indicatif des contributions pour 2012 et 2013 figurant à l'annexe I de la présente décision, qui couvre 32 % du montant indicatif des contributions consigné au tableau 1 de la décision -/CP.17;

3. *Invite* toutes les Parties au Protocole de Kyoto à noter que les contributions au budget de base sont dues le 1^{er} janvier de chaque année, conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 8 des procédures financières, et à verser rapidement et intégralement, pour chacune des années 2012 et 2013, les contributions requises pour financer les dépenses approuvées, telles qu'établies dans la décision -/CP.17;

4. *Prend note* des besoins de financement⁵ du mécanisme pour un développement propre et de l'application conjointe prévus par le Conseil exécutif du mécanisme pour un développement propre et le Comité de contrôle de l'application conjointe, respectivement;

5. *Approuve* le budget du relevé international des transactions pour l'exercice biennal 2012-2013, d'un montant de 5 770 020 euros, aux fins précisées dans le projet de budget du relevé international des transactions⁶;

6. *Décide* de maintenir le montant de la réserve de trésorerie à un niveau correspondant à 8,3 % du montant estimatif des dépenses du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions;

7. *Adopte* le barème des droits d'utilisation du relevé international des transactions pour l'exercice biennal 2012-2013, figurant à l'annexe II de la présente décision.

⁴ FCCC/SBI/2011/2 et Add.1 à 3.

⁵ FCCC/SBI/2011/2/Add.1 et 2.

⁶ FCCC/SBI/2011/2/Add.3.

Annexe I

Barème indicatif des contributions des Parties au Protocole de Kyoto pour l'exercice biennal 2012-2013^a

<i>Partie</i>	<i>Barème de l'ONU 2012</i>	<i>Barème ajusté pour le Protocole de Kyoto 2012</i>	<i>Barème ajusté pour le Protocole de Kyoto 2013</i>
Afrique du Sud	0,385	0,481	0,481
Albanie	0,010	0,013	0,013
Algérie	0,128	0,160	0,160
Allemagne	8,018	10,025	10,025
Angola	0,010	0,010	0,010
Antigua-et-Barbuda	0,002	0,003	0,003
Arabie saoudite	0,830	1,038	1,038
Argentine	0,287	0,359	0,359
Arménie	0,005	0,006	0,006
Australie	1,933	2,417	2,417
Autriche	0,851	1,064	1,064
Azerbaïdjan	0,015	0,019	0,019
Bahamas	0,018	0,023	0,023
Bahreïn	0,039	0,049	0,049
Bangladesh	0,010	0,010	0,010
Barbade	0,008	0,010	0,010
Bélarus	0,042	0,053	0,053
Belgique	1,075	1,344	1,344
Belize	0,001	0,001	0,001
Bénin	0,003	0,004	0,004
Bhoutan	0,001	0,001	0,001
Bolivie	0,007	0,009	0,009
Bosnie-Herzégovine	0,014	0,018	0,018
Botswana	0,018	0,023	0,023
Brésil	1,611	2,014	2,014
Brunéi Darussalam	0,028	0,035	0,035
Bulgarie	0,038	0,048	0,048
Burkina Faso	0,003	0,004	0,004
Burundi	0,001	0,001	0,001
Cambodge	0,003	0,004	0,004
Cameroun	0,011	0,014	0,014
Canada	3,207	4,010	4,010
Cap-Vert	0,001	0,001	0,001
Chili	0,236	0,295	0,295

<i>Partie</i>	<i>Barème de l'ONU 2012</i>	<i>Barème ajusté pour le Protocole de Kyoto 2012</i>	<i>Barème ajusté pour le Protocole de Kyoto 2013</i>
Chine	3,189	3,987	3,987
Chypre	0,046	0,058	0,058
Colombie	0,144	0,180	0,180
Comores	0,001	0,001	0,001
Congo	0,003	0,004	0,004
Costa Rica	0,034	0,043	0,043
Côte d'Ivoire	0,010	0,013	0,013
Croatie	0,097	0,121	0,121
Cuba	0,071	0,089	0,089
Danemark	0,736	0,920	0,920
Djibouti	0,001	0,001	0,001
Dominique	0,001	0,001	0,001
Égypte	0,094	0,118	0,118
El Salvador	0,019	0,024	0,024
Émirats arabes unis	0,391	0,489	0,489
Équateur	0,040	0,050	0,050
Érythrée	0,001	0,001	0,001
Espagne	3,177	3,972	3,972
Estonie	0,040	0,050	0,050
Éthiopie	0,008	0,010	0,010
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,007	0,009	0,009
Fédération de Russie	1,602	2,003	2,003
Fidji	0,004	0,005	0,005
Finlande	0,566	0,708	0,708
France	6,123	7,655	7,655
Gabon	0,014	0,018	0,018
Gambie	0,001	0,001	0,001
Géorgie	0,006	0,008	0,008
Ghana	0,006	0,008	0,008
Grèce	0,691	0,864	0,864
Grenade	0,001	0,001	0,001
Guatemala	0,028	0,035	0,035
Guinée	0,002	0,003	0,003
Guinée équatoriale	0,008	0,010	0,010
Guinée-Bissau	0,001	0,001	0,001
Guyana	0,001	0,001	0,001
Haïti	0,003	0,004	0,004
Honduras	0,008	0,010	0,010

<i>Partie</i>	<i>Barème de l'ONU 2012</i>	<i>Barème ajusté pour le Protocole de Kyoto 2012</i>	<i>Barème ajusté pour le Protocole de Kyoto 2013</i>
Hongrie	0,291	0,364	0,364
Îles Cook	0,001	0,001	0,001
Îles Marshall	0,001	0,001	0,001
Îles Salomon	0,001	0,001	0,001
Inde	0,534	0,668	0,668
Indonésie	0,238	0,298	0,298
Iran (République islamique d')	0,233	0,291	0,291
Iraq	0,020	0,025	0,025
Irlande	0,498	0,623	0,623
Islande	0,042	0,053	0,053
Israël	0,384	0,480	0,480
Italie	4,999	6,250	6,250
Jamahiriya arabe libyenne	0,129	0,161	0,161
Jamaïque	0,014	0,018	0,018
Japon	12,530	15,666	15,666
Jordanie	0,014	0,018	0,018
Kazakhstan	0,076	0,095	0,095
Kenya	0,012	0,015	0,015
Kirghizistan	0,001	0,001	0,001
Kiribati	0,001	0,001	0,001
Koweït	0,263	0,329	0,329
Lesotho	0,001	0,001	0,001
Lettonie	0,038	0,048	0,048
Liban	0,033	0,041	0,041
Libéria	0,001	0,001	0,001
Liechtenstein	0,009	0,011	0,011
Lituanie	0,065	0,081	0,081
Luxembourg	0,090	0,113	0,113
Madagascar	0,003	0,004	0,004
Malaisie	0,253	0,316	0,316
Malawi	0,001	0,001	0,001
Maldives	0,001	0,001	0,001
Mali	0,003	0,004	0,004
Malte	0,017	0,021	0,021
Maroc	0,058	0,073	0,073
Maurice	0,011	0,014	0,014
Mauritanie	0,001	0,001	0,001
Mexique	2,356	2,946	2,946

<i>Partie</i>	<i>Barème de l'ONU 2012</i>	<i>Barème ajusté pour le Protocole de Kyoto 2012</i>	<i>Barème ajusté pour le Protocole de Kyoto 2013</i>
Micronésie (États fédérés de)	0,001	0,001	0,001
Monaco	0,003	0,004	0,004
Mongolie	0,002	0,003	0,003
Monténégro	0,004	0,005	0,005
Mozambique	0,003	0,004	0,004
Myanmar	0,006	0,008	0,008
Namibie	0,008	0,010	0,010
Nauru	0,001	0,001	0,001
Népal	0,006	0,008	0,008
Nicaragua	0,003	0,004	0,004
Niger	0,002	0,003	0,003
Nigéria	0,078	0,098	0,098
Nioué	0,001	0,001	0,001
Norvège	0,871	1,089	1,089
Nouvelle-Zélande	0,273	0,341	0,341
Oman	0,086	0,108	0,108
Ouganda	0,006	0,008	0,008
Ouzbékistan	0,010	0,013	0,013
Pakistan	0,082	0,103	0,103
Palaos	0,001	0,001	0,001
Panama	0,022	0,028	0,028
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,002	0,003	0,003
Paraguay	0,007	0,009	0,009
Pays-Bas	1,855	2,319	2,319
Pérou	0,090	0,113	0,113
Philippines	0,090	0,113	0,113
Pologne	0,828	1,035	1,035
Portugal	0,511	0,639	0,639
Qatar	0,135	0,169	0,169
République arabe syrienne	0,025	0,031	0,031
République centrafricaine	0,001	0,001	0,001
République de Corée	2,260	2,826	2,826
République de Moldova	0,002	0,003	0,003
République démocratique du Congo	0,003	0,004	0,004
République démocratique populaire lao	0,001	0,001	0,001
République dominicaine	0,042	0,053	0,053
République populaire démocratique de Corée	0,007	0,009	0,009

<i>Partie</i>	<i>Barème de l'ONU 2012</i>	<i>Barème ajusté pour le Protocole de Kyoto 2012</i>	<i>Barème ajusté pour le Protocole de Kyoto 2013</i>
République tchèque	0,349	0,436	0,436
République-Unie de Tanzanie	0,008	0,010	0,010
Roumanie	0,177	0,221	0,221
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	6,604	8,257	8,257
Rwanda	0,001	0,001	0,001
Sainte-Lucie	0,001	0,001	0,001
Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	0,001	0,001
Saint-Marin	0,003	0,004	0,004
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	0,001	0,001
Samoa	0,001	0,001	0,001
Sao Tomé-et-Principe	0,001	0,001	0,001
Sénégal	0,006	0,008	0,008
Serbie	0,037	0,046	0,046
Seychelles	0,002	0,003	0,003
Sierra Leone	0,001	0,001	0,001
Singapour	0,335	0,419	0,419
Slovaquie	0,142	0,178	0,178
Slovénie	0,103	0,129	0,129
Somalie	0,001	0,001	0,001
Soudan	0,010	0,010	0,010
Sri Lanka	0,019	0,024	0,024
Suède	1,064	1,330	1,330
Suisse	1,130	1,413	1,413
Suriname	0,003	0,004	0,004
Swaziland	0,003	0,004	0,004
Tadjikistan	0,002	0,003	0,003
Tchad	0,002	0,003	0,003
Thaïlande	0,209	0,261	0,261
Timor-Leste	0,001	0,001	0,001
Togo	0,001	0,001	0,001
Tonga	0,001	0,001	0,001
Trinité-et-Tobago	0,044	0,055	0,055
Tunisie	0,030	0,038	0,038
Turkménistan	0,026	0,033	0,033
Turquie	0,617	0,771	0,771
Tuvalu	0,001	0,001	0,001
Ukraine	0,087	0,109	0,109
Union européenne	2,500	2,500	2,500

<i>Partie</i>	<i>Barème de l'ONU 2012</i>	<i>Barème ajusté pour le Protocole de Kyoto 2012</i>	<i>Barème ajusté pour le Protocole de Kyoto 2013</i>
Uruguay	0,027	0,034	0,034
Vanuatu	0,001	0,001	0,001
Venezuela (République bolivarienne du)	0,314	0,393	0,393
Viet Nam	0,033	0,041	0,041
Yémen	0,010	0,010	0,010
Zambie	0,004	0,005	0,005
Zimbabwe	0,003	0,004	0,004
Total	80,491	100,000	100,000

^a Le barème pourrait être modifié après un examen par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2012.

Annexe II

**Barème des droits d'utilisation du relevé international des transactions pour
l'exercice biennal 2012-2013**

<i>Partie</i>	<i>Droits annuels pour 2012 (euros)</i>	<i>Droits annuels pour 2013 (euros)</i>	<i>Barème des droits pour 2012-2013^a (%)</i>
Allemagne	423 577	423 577	14,682
Australie	78 386	78 386	2,717
Autriche	43 823	43 823	1,519
Belgique	54 440	54 440	1,887
Bulgarie	981	981	0,034
Canada	125 527	125 527	4,351
Croatie	2 193	2 193	0,076
Danemark	36 495	36 495	1,265
Espagne	146 559	146 559	5,080
Estonie	779	779	0,027
Fédération de Russie	75 703	75 703	2,624
Finlande	27 840	27 840	0,965
France	294 358	294 358	10,203
Grèce	29 398	29 398	1,019
Hongrie	12 059	12 059	0,418
Irlande	21 984	21 984	0,762
Islande	20 339	20 339	0,705
Italie	250 823	250 823	8,694
Japon	412 239	412 239	14,289
Lettonie	894	894	0,031
Liechtenstein	5 193	5 193	0,180
Lituanie	1 529	1 529	0,053
Luxembourg	4 212	4 212	0,146
Monaco	4 991	4 991	0,173
Norvège	63 990	63 990	2,218
Nouvelle-Zélande	26 513	26 513	0,919
Pays-Bas	92 493	92 493	3,206
Pologne	24 725	24 725	0,857
Portugal	26 023	26 023	0,902
République tchèque	13 877	13 877	0,481
Roumanie	3 462	3 462	0,120
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	328 026	328 026	11,370
Slovaquie	3 116	3 116	0,108

<i>Partie</i>	<i>Droits annuels pour 2012 (euros)</i>	<i>Droits annuels pour 2013 (euros)</i>	<i>Barème des droits pour 2012-2013^a (%)</i>
Slovénie	4 731	4 731	0,164
Suède	52 911	52 911	1,834
Suisse	76 164	76 164	2,640
Ukraine	20 570	20 570	0,713
Union européenne	74 087	74 087	2,568
Total	2 885 010	2 885 010	100,00

^a Tel qu'il figure dans la décision 9/CMP.6.